

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

MINISTRE DE L'AGRICULTURE

SECRETARIAT GENERAL A L'AGRICULTURE



PADCA-6P

Projet d'Appui au
Développement des
Chaines de Valeur
Agricoles dans
6 Provinces



AFRICAN DEVELOPMENT
BANK GROUP

GROUPE DE LA BANQUE
AFRICAIN DE
DEVELOPPEMENT

Numéro du projet : SAP NO P-CD-A00-007

TERMES DE REFERENCE

ETUDE DE REFERENCE DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLES DANS 6 PROVINCES DE LA RD CONGO

Novembre 2022

Titre du projet : Projet d'Appui au Développement des Chaines de valeur Agricoles dans Six provinces « PADCA-6P » en sigle.

Titre de la consultation : Réalisation d'une enquête de base

Type de contrat : Contrat de Service

Durée de référence : 50 jours

Lieu de l'étude :

- 1) **Province du Kwilu :** Territoires de Idiofa, Bulungu, Bagata ;
- 2) **Province de Lomami :** Territoire de Ngandajika, centre de Muene-Ditu ;
- 3) **Province du Kasai :** Territoire de Mweka ;
- 4) **Province de Haut Lomami :** Territoire de Kaniema, ;
- 5) **Province de Maniema :** Kibombo, Kassongo, Kabambare, et
- 6) **Province de la Tshopo :** Territoires de Opala, Isangui, Iomela, Banalia

Recruteur : PADCA-6P

1. BREF APERCU DU PROJET

Le Projet d'Appui au Développement des Chaines de valeur Agricoles dans Six provinces, « PADCA-6P » en sigle est un projet que le Gouvernement de la RDC met en œuvre avec l'appui financier du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), à travers un prêt de 20 millions U.C. (environ USD 28,2 millions) pour sa réalisation. Ce projet vise à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de façon durable et l'augmentation des revenus des populations des provinces ciblées.

Le projet sera exécuté à travers les trois composantes et sous composantes suivantes :

- (i) **La Composante 1 : Développement des Filières Végétales** vise la promotion et le développement des cultures vivrières par l'*approche chaînes de valeur* pour les spéculations du manioc, du maïs, du riz, et du niébé/haricot.

Cette composante comprend deux sous composantes dont :

La Sous composante 1.1 : Filières végétales et

La Sous composante 1.2 : Les infrastructures d'appui aux chaînes de valeurs agricoles :

- (ii) **La Composante 2 : Appui institutionnel, Amélioration de la Gouvernance et Renforcement des capacités** vise le renforcement de la capacité des structures existantes afin qu'elles se professionnalisent notamment autour de l'approche chaîne de valeur. Elle améliorera la coordination et le dialogue entre les acteurs des chaînes de valeur (public et privé).

Cette composante comprend trois sous composantes dont :

La Sous composante 2.1 : Renforcement des capacités

La Sous composante 2.2 : Appui Institutionnel et Amélioration de la Gouvernance et

La Sous composante 2.3 : Appui à l'opérationnalisation des filières

(iii) La Composante 3 : Coordination, gestion du projet, et suivi-évaluation

- ✓ L'UGP qui est responsable de la mise en œuvre du projet assurera la gestion effective : gestion technique et financière, suivi-évaluation ;
- ✓ Audit financier et technique du projet ;
- ✓ Surveillance de la conformité environnementale conformément au PGES ;
- ✓ Des kits d'information sur le genre pour suivre et guider la mise en œuvre de ces interventions seront développés.

A terme, le **PADCA-6P** permettra ainsi à :

- a) Développer les filières végétales par le biais de l'introduction et de l'appropriation des technologies nouvelles visant l'augmentation de la productivité des spéculations identifiées.
- b) Apporter un appui institutionnel, améliorer la Gouvernance et renforcer les capacités au profit des structures existantes pour leur professionnalisation notamment autour de l'approche chaîne de valeur et l'amélioration de la coordination et le dialogue entre les acteurs des chaînes de valeur à travers les plateformes multiservices mises en place. L'ensemble de ces interventions constitueront des expériences pilotes pour la Banque en RD Congo et généreront des connaissances d'une grande valeur pour des développements futurs des filières agricoles dans le pays.

2. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE

Comme signalé plus-haut, le Projet d'Appui au Développement des Chaînes de valeur Agricoles dans Six provinces du pays (PADCA-6P) vise l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de façon durable et l'augmentation des revenus des populations cibles. Le PADCA-6P ciblera environ 1.768.825 ménages ruraux, dont 60% de femmes et impactera 8.394.125 bénéficiaires directs avec un développement des connaissances pour l'ensemble du monde rural. Il va être mis en œuvre dans Six provinces ci-haut définies.

En RDC, il est reconnu que l'agriculture emploie plus de 70% de la population active en milieu rural. Le diagnostic du secteur de l'agriculture et les opérations en cours ont permis d'orienter l'intervention du projet dans quatre filières porteuses à savoir : le manioc, le haricot, le maïs et le riz.

En RDC, le déficit alimentaire est évalué entre 20 et 30% (selon les régions). Par ailleurs, l'incidence de pauvreté au niveau national est très élevée et se situe à 63,4%, et 43% des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique soit presque 1 enfant sur 2. Aussi, 38% de la population en RDC a un régime alimentaire pauvre et limité, et seulement 9,3% des enfants de 6 à 23 mois reçoivent une diète minimale acceptable. Les pertes économiques liées à la malnutrition en RDC sont estimées entre 3 et 8 pourcent du produit intérieur brut, soit une perte annuelle pour la RDC de 1,174 milliards dollars E.U, selon l'étude sur le coût de la faim en Afrique menée en RDC en 2017. Dans ce contexte, l'amélioration de la production agricole est devenue une priorité urgente du Gouvernement Congolais. Ainsi, le projet s'attellera à améliorer les indicateurs clés ci-après dans la zone du projet :



En rapport avec la situation alimentaire et nutritionnelle des populations

- ❖ Faire passer le taux d'insécurité alimentaire à moins de 20% de la situation actuelle ;
- ❖ La prévalence de la malnutrition aigüe quitte le taux de 10% pour se situer à moins de 5% à la fin du projet ;
- ❖ La malnutrition chronique surtout des enfants quitte le seuil de 43% à moins de 20%.

En rapport avec l'accroissement de la productivité des cultures vivrières visées dans la zone du projet :

- Le rendement du manioc devra s'accroître passant de 8 tonnes à 15 tonnes par Ha ;
- Le riz quitte de 0,720 T à 4 T à l'Hectare ;
- Le Maïs passe de 0,8 T à 3 T à l'Hectare ;
- Le Haricot/Niébé: de 0,8 T à 1,5 T/Hectare.

D'autres indicateurs intéressant la mise en œuvre du projet seront suivi et améliorés notamment : (i) le nombre des ménages ayant adoptés les nouvelles technologies, (ii) le nombre d'emplois et opportunités économiques créés pour les jeunes/femmes, (iii) la quantité supplémentaire d'engrais utilisé, (iv) le nombre des groupements d'agriculteurs structurés, (v) nombre des Groupements d'Agri Multiplicateurs des semences et les réseaux des producteurs des semences appuyés, (vi) nombre des plateformes nationales mises en place (unités de transformation des céréales et tubercules) et (vii) nombre et qualité des structures de recherche et conseil agricole renforcées .

Le système de suivi-évaluation du projet à mettre en place aussi bien durant sa mise en œuvre qu'à sa fin tiendra compte de l'évolution de ces indicateurs. Il est donc primordial qu'une étude de base soit menée pour déterminer le niveau actuel de ces indicateurs dans la zone du projet afin de permettre au projet de mesurer le progrès accompli.

3. OBJECTIFS DE L'ETUDE

L'objectif global de l'étude de référence du PADCA-6P est de établir la mesure de l'évolution des indicateurs d'impact, d'effets et des produits tels que décrits dans le cadre logique en annexe tant lors de la mise en œuvre qu'à la fin de la phase du programme.

Cette situation de référence permettra d'établir le point de départ des différents indicateurs (situation avant) afin d'être utilisé pour la comparer avec la situation après la mise en œuvre du projet (situation après). Cela permettra d'apprécier qualitativement la contribution de chaque composante à l'atteinte des objectifs du projet visant à améliorer la résilience des communautés pour faire face aux impacts négatifs du changement climatique et la réduction de l'insécurité alimentaire.

De façon spécifique, l'étude identifiera toutes les parties prenantes, et procédera aux entretiens avec celles-ci et leur niveau de leurs activités notamment :

- Les producteurs agricoles et leurs regroupements ;
- Les réseaux des agris multiplicateurs si applicables ;
- Les services des Ministères de l'Agriculture, de la Pêche et Elevage et du Développement Rural ;
- Les centres de recherche et de vulgarisation agricoles officiels et/ou privés ;
- Les fournisseurs d'engrais et éventuellement les quantités annuellement livrées récemment et antérieurement ;
- Les plateformes économiques existant avant le projet ;
- Les transformateurs des produits agricoles ;
- Les commerçants des produits agricoles opérant dans la zone ;
- Les services d'assainissement opérant dans la zone ;
- Les opérateurs routiers ; etc.

4. QUESTIONS DE L'ETUDE

L'étude devrait répondre aux questions clés suivantes :

1. Quels sont les acteurs les plus importants au niveau local qui pourraient être associés dans la mise en œuvre du projet pour l'atteinte de ses objectifs ?
2. Quelles sont les projets des Partenaires Techniques et Financiers avec lesquels le projet peut nouer des partenariats dans la zone du projet ?
3. Quelles sont les forces et faiblesses des services étatiques agricoles de la zone du projet ?
4. Quels sont les circuits commerciaux des produits agricoles dans la zone, spécialement les produits visés par le projet suivant les zones en présence (maïs, manioc, riz et haricot/niébé) ;
5. Quel est l'état actuel des infrastructures de communication (routes, rails, eaux, aéroports etc.) et énergétiques (microcentrales hydroélectriques, centrales photovoltaïques etc.) ;
6. Quels sont les sites favorables pour l'implantation des plateformes multiservices dans les territoires concernés en tenant compte de certains paramètres dont l'accessibilité, l'intensité des activités agricoles, la présence de l'énergie etc. ;
7. Quelle est l'implication des ONGs dans le développement agricole dans la région ;
8. Quelles sont les compétences à doter aux différents acteurs de la chaîne de valeur des filières retenues pour la réussite des activités du projet?
9. Quels est la situation actuelle de la zone en respect aux indicateurs du projet concernant la population, groupes ciblés et les éventuels partenaires ?
10. Quels ont été à date les effets du changement climatique sur la production agricole ;
11. Les conditions de travail des jeunes et des femmes œuvrant dans le secteur agricole ;
12. La présence des institutions financières (banques commerciales, IMF, coopératives financières, etc.)

5. TACHES DU CONSULTANT

Le consultant aura pour tâches principales de:

- Exploiter et de s'appropriier de tout document susceptible de renseigner sur le sujet de la consultation notamment les rapports d'évaluation du projet (Vol .1 et 2), les rapports d'activités des services agricoles des provinces cibles, etc. ;
- Préparer les différents outils de collecte d'informations en relation avec le sujet ;
- Actualiser la cartographie des acteurs (directs et indirects) des filières identifiées et retenues dans les zones ciblées (manioc, maïs, haricot, riz) ;
- S'entretenir avec les membres des plateformes économiques/réseaux d'acteurs s'il y en a ;
- Produire une analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces de l'écosystème économique en place dans la zone et la place du secteur agricole dans cet écosystème ;
- Analyser le circuit de commercialisation et la saisonnalité des produits et sous-produits à base de manioc, maïs, haricot, riz sur les marchés locaux et lointains et proposer les sites d'implantation probable des plateformes multiservices;
- Produire une analyse rapide du système d'information sur les marchés existant et proposer des actions pratiques adaptées pour renforcer le réseautage des différents acteurs des chaînes de valeurs (producteurs, transporteurs, transformateur, commerçants, fournisseurs de services).

- Identifier à travers les programmes/projets implémentés dans la zone ou par des interventions envisagées par les PTF, des axes de collaboration avec le PADCA-6P pour faciliter le développement et la durabilité des actions à mener spécialement dans la durabilité des plateformes économiques à mettre en place ;
- Relever les vraies difficultés auxquelles pourra faire face le projet dans sa mise en œuvre au niveau local et éventuellement proposer les solutions envisageables ;
- Proposer une feuille de route avec des actions pratiques pour adresser les gaps relevés ;
- Organiser des focus groupe et ateliers de restitution au niveau local avec les acteurs clés du développement local ;
- Produire des rapports relatifs à la marche de l'étude.

6. METHODOLOGIE

Cette étude sera basée sur une méthodologie mixte combinant une approche qualitative et quantitative. Dans tous les cas, le Consultant débutera ses activités par la préparation d'une note d'orientation qui définit clairement l'approche méthodologique pour une bonne conduite de l'étude. Cette note de cadrage méthodologique fera l'objet d'approbation par le Client au cours d'une réunion technique.

Il est utilement conseillé d'utiliser une approche chaîne de valeur menée de façon participative, en cohérence avec les objectifs, les résultats attendus et éventuellement en tenant compte du modèle de mise en œuvre du projet et des aspirations des parties prenantes au projet. Cette approche se décline en trois phases suivantes :

Phase 1 : Revue documentaire

Une revue documentaire des informations disponibles provenant des sources fiables est nécessaire pour encadrer le contexte du problème. Le Consultant procédera à l'exploitation de la documentation se rapportant aux divers aspects de l'étude, à travers les documents disponibles à retrouver aux niveaux central et provincial des services des ministères sectoriels et à l'UCP PADCA-6P.

Phase 2 : Missions d'enquête sur le terrain pour la collecte des données

A l'aide des outils de collecte, le consultant effectuera des visites de terrain en vue de la collecte des informations et des données sur les maillons des différentes chaînes de valeur retenues. Ces données feront l'objet d'analyse et d'interprétation profitables à la présente étude. Des interactions structurées avec les principales parties prenantes et des entretiens sur le terrain seront effectués.

Les activités ci-après seront menées :

- Une enquête quantitative pour identifier les acteurs clés à associer dans la mise en œuvre du projet ;
- L'organisation des ateliers pour la validation des acteurs identifiés lors de l'enquête quantitative pouvant jouer un rôle significatif dans la mise en œuvre du projet ;
- L'organisation des discussions sous forme des focus-groupes avec les bénéficiaires potentiels pour identifier les forces et les faiblesses des acteurs (producteurs, transformateurs, commerçants, transporteurs, détaillants, consommateurs etc.) dans la zone d'action du projet

Les parties prenantes et institutions internationales d'appui (PTF) seront également consultées.

Phase 3 : Restitution des résultats d'enquête et élaboration des rapports

A l'issue des visites de terrain, le Consultant présentera au cours d'une séance de restitution à l'UCP-PADCA-6P, un rapport intérimaire contenant les résultats d'analyse des éléments collectés sur le terrain. Les observations adressées au Consultant et recommandations de la restitution serviront à la production du rapport provisoire de l'étude à présenter au cours d'un atelier pour approbation.

Les observations émises lors de l'atelier de validation du rapport provisoire seront intégrés dans le rapport final de l'étude. Ce rapport devra être présenté selon les standards reconnus et son contenu minimum devra répondre aux présents TDRs.

Il est bien entendu que la méthodologie proposée est indicative. Le consultant pourra faire des propositions d'améliorations de la méthodologie qui permet au mieux de répondre aux objectifs de l'étude.

7. RESULTATS ATTENDUS

Les résultats indicatifs ci dessous sont attendus de la réalisation de cette étude de base.

- Une compréhension plus fine est développée autour de l'état actuel du développement des chaînes de valeur de quatre spéculations considérées dans la zone du projet ;
- Une mise à jour est effectuée sur la manière la plus efficiente de mettre le projet en œuvre ;
- L'écosystème de l'économie agricole de zone du projet est bien perçu permettant ainsi une compréhension plus claire des actions à mener en favorisant une bonne interaction entre les acteurs identifiés ;
- Une meilleure connaissance est obtenue sur le niveau de connaissance et d'application des systèmes alimentaires dans la zone du projet.
- Les effets possibles du changement climatique dans la zone sur les cultures visées sont esquissés.

8. CALENDRIER D'EXECUTION ET LIVRABLES ATTENDUS

A. Calendrier d'exécution

La durée de réalisation de l'étude est de **Cinquante (50) jours calendaires** à partir du recrutement du Consultant et la mise à disposition du budget y relatif. Cette durée prend en compte toutes les activités, à savoir :

- la préparation et la soumission d'une note d'orientation et de démarrage de l'étude ;
- la revue documentaire, la préparation des outils d'enquête, la collecte des données sur terrain (les briefings et débriefings, les jours de voyages, l'interaction avec les équipes du terrain, les bénéficiaires, les principales parties prenantes...) ;
- autres déplacements sur terrain, les ateliers (de cadrage, présentation des résultats et validation des rapports) ;
- la production et présentation des rapports et l'intégration des commentaires après présentation des rapports.

A titre d'illustration, le planning d'exécution des activités et échéances y relatives se présentent comme suit :

Revue documentaire, examen des informations et préparation des visites de terrain et soumission d'un document d'orientation et de démarrage	6 jours
Mission de terrain et collecte des données de terrain	30 jours
Rédaction du rapport provisoire	5 jours
Restitution du rapport provisoire	01 jour
Rédaction du rapport final	07 jours
Validation du rapport final	01 jour
Total Général	50 jours

B. Livrables

Le Consultant fournira au Client, conformément au calendrier de travail arrêté, les différents rapports ci-après en langue française. Ces rapports seront remis sur support papier, accompagnés des versions électroniques.

- Note d'orientation et de démarrage : trois (3) exemplaires. Il sera fourni, sept (06) jours calendaires après la signature du contrat avec le Client. Il comprendra, la méthodologie à utiliser ainsi que le calendrier d'exécution des activités avec les périodes de remise des livrables.
- Rapport provisoire
 - ✓ Une présentation PowerPoint des résultats préliminaires au retour de la mission terrain
 - ✓ Un rapport provisoire de l'étude, 5 jours après la fin de la mission sur le terrain sous format électronique.

Ce rapport comprendra les premiers résultats de l'étude. Il devra comprendre également une section sur la revue de littérature, garnie des données secondaires, données collectées sur le terrain décrivant et caractérisant notamment :

- ❖ Un résumé exécutif reprenant les résultats clés et les recommandations ;
- ❖ Une table des matières ;
- ❖ La méthodologie et des limites de l'étude ;
- ❖ L'analyse des résultats de l'étude (structures autour des objectifs/questions/ critères d'évaluation principaux de l'étude) ;
- ❖ Les conclusions de l'étude ;
- ❖ Les recommandations pour booster les activités du projet ;
- ❖ Les annexes, y compris les outils de recherche, la liste des informants clés et des focus groups ;
- Rapport final : trois (3) exemplaires.

Il sera produit et pourvu dans les sept (07) jours suivant la restitution du rapport provisoire. Il devra intégrer les amendements et observations des participants à l'atelier de restitution, du Client et de toute autre personne-ressource contactée par le Projet.

- ✓ Un rapport final de l'étude sous format électronique tenant compte des observations et des recommandations du PADCA-6P.
- ✓ Le format en papier sera soumis au client en trois (3) exemplaires.

9. CHRONOGRAMME D'ACTIVITES

En abrégé et pour rappel, le chronogramme critique d'activités de production des différents rapports se présente comme suit :

Cadre indicatif d'exécution de l'étude

ACTIVITÉS	JALONS	DURÉE	PÉRIODE
Revue documentaire et Préparation et soumission d'une note d'orientation et de démarrage de l'étude	- Note de cadrage approuvé par le Client et atelier de lancement de l'étude organisé	06 jours	Semaine 1

Mission de terrain et Elaboration des outils et collecte des données de terrain	- Travail sur le terrain terminé et conclusions discutées avec les acteurs des chaînes de valeur	30 jours	Semaines 2,3, 4, 5 et 6
Rédaction et dépôt du rapport provisoire	- Aperçu du rapport provisoire et proposition d'un schéma de mise en œuvre du projet et dépôt du rapport provisoire	5 jours	Semaine 7
Restitution du rapport provisoire	- Restitution réalisée	01 jour	Semaine 7
Rédaction et dépôt du rapport final	- Intégration des observations émises à l'atelier de validation	07 jours	Semaines 8
Atelier de validation du rapport final	- Rapport final soumis et approuvé par l'équipe du projet	1 jour	Semaine 8/9

10. PROFIL RECHERCHE

L'offre est ouverte à un consultant national spécialiste en développement de chaînes de valeurs agricoles.

Pour mener à bien les tâches décrites dans ces termes de référence, le consultant intéressé doit posséder les qualifications suivantes :

- ✓ Formation : Niveau Bac+5 ans en Agroéconomie, Economie rurale, Développement rural ou formation similaire;
- ✓ Des solides compétences dans la coordination, l'organisation et le réseautage ;
- ✓ Une solide expérience dans l'analyse des chaînes de valeur agricoles ;
- ✓ Au moins 10 ans d'expérience pratique dans le domaine de l'agriculture, du développement rural et du développement des institutions de soutien aux activités agricoles ;
- ✓ Une bonne expérience et compréhension des questions du genre, de changements climatiques et de l'agriculture intelligente face au climat.
- ✓ Expérience d'au moins 5 ans dans le domaine de développement de chaînes de valeurs agricoles ;
- ✓ Expérience dans la réalisation d'au moins deux études de référence sur les chaînes de valeur agricoles ;
- ✓ Expérience dans la gestion et analyse de données statistiques, notamment de la conception d'outils de collecte de données, de la conception et de la gestion de bases de données et des contrôles de la qualité des données ;
- ✓ Expérience solide dans l'application de méthodes participatives de collecte et de validation de données et dans la recommandation de solutions spécifiques au contexte et adaptables à la communauté ;
- ✓ Avoir des connaissances pertinentes de l'économie nationale de la RDC ainsi que des initiatives des programmes économiques envisagés ou en cours de réalisation ;
- ✓ Avoir des connaissances pertinentes sur la dynamique Socioéconomique de la RDC ;

- ✓ Avoir des compétences en genre et sur les politiques opérationnelles de sauvegarde environnementale de la BAD est un atout ;
- ✓ Etre entièrement disponible durant la réalisation du contrat ;
- ✓ Avoir une bonne capacité de synthèse et de rédaction.

A Monsieur Christophe Arthur MAMPUYA LUVUANGU

Coordonnateur National du PADCA-6P :

padca6p@gmail.com ; ca.mampuya0711@gmail.com ; kitenge.padca6p@gmail.com

Ou déposées à l'adresse ci-dessous :

**Avenue Flambeau 8288, Concession Zamat/Réf : Derrière l'Immeuble Moderne Paradise,
Commune de la Gombe, Kinshasa, République Démocratique du Congo.**



Annexe :

CADRE LOGIQUE AXE SUR LES RESULTATS

Pays et titre du projet : RDC-Projet d'Appui au Développement des Chaines de Valeurs Agricoles dans six Provinces de la RDC (PADCA-6P)

But du projet : Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de façon durable et augmenter les revenus des populations cibles

	INDICATEURS DE PERFORMANCE		MOYENS DE VÉRIFICATION	RISQUES/ MESURES D'ATTÉNUATION	
CHAÎNE DES RÉSULTATS	Indicateur (y compris les ISC)	Situation de référence	Cible au-delà de 2024		
IMPACT	La sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations est améliorée	1) Taux d'insécurité alimentaire	1) ND 2) 10%	<20% <5%	Rapports annuels et statistiques du Ministère en charge de l'agriculture EDS
		2. Taux de prévalence de la malnutrition aiguë	3) 43%	<20%	
		3. Taux de malnutrition chronique			
EFFETS	Effet 1 : Productivité agricole augmentée	Niveau d'accroissement de la productivité des cultures vivrières			Rapports annuels et statistiques du Ministère en charge de l'agriculture
		- Manioc	8t/ha	15t/ha	Aléas climatiques et les invasions de parasites
		- Riz:	0,720/ha	4t/ha	
		- Mais	0,8T/ha	3-t/ha	
	- Haricot/Niebe	0,8t/ha	1,5t/ha	Mesures d'atténuation : Intégration de la dimension	

Effets 2 : Les nouvelles technologies sont adoptées par les bénéficiaires

Effet 3 : Emplois et opportunités économiques pour les jeunes et les femmes créées

Effets 4 : quantité d'engrais utilisé augmentée

2.1 Nbre de ménages ayant adopté les nouvelles technologies

3.1 Nombre d'emplois et opportunités économiques créés pour les jeunes/femmes

4.1 Quantité supplémentaire d'engrais utilisée

0
0
0

>75%
A définir par situation de référence (enquêtes statistiques agricoles)

60.000/80.000

13 kg/ha

adaptation dans les activités
Approche intégrée d'agriculture et utilisation de variétés résistantes aux maladies

Adhésion insuffisante des populations à l'adoption de nouvelles technologies et bonnes pratiques agricoles

Mesures d'atténuation : Mise en place d'un plan de communication approprié de tous les acteurs et activités de conseil agricole et formation
Mise en place de plateformes



Composante 1 : Développement des filières végétales

Produit 1.1 : Les femmes et les jeunes sont intégrés dans les chaînes de valeurs agricoles pour le développement des filières.				Rapports de l'INERA et rapports projet	Dégradation de la crise politique et sécuritaire du pays et sa propagation vers la zone du projet visant fuir les populations
1.1.1 Nbre de femmes	0	500.000		Rapports annuels et statistiques du Ministère en charge de l'agriculture	Mesures d'atténuation : provinces
1.1.2 Nbre de jeunes	0	300.000			-Coordination avec le système des Nations Unies sur les informations sur le plan sécuritaire
					- Animer la cohésion sociale

Composante 2 : Appui institutionnel au secteur agricole

Produit 2.1 : la Structuration des groupements agriculteurs est effectuée				Rapports du Ministère de l'Agriculture et Rapports Projet	Insuffisance de synergie d'actions entre les partenaires du projet
2.1.1 Nbre de Groupements structurés	0	90			Mesures d'atténuation : Engagement des intervenants et acteurs.
Produit 2.2 : Le renforcement du système et les structures de recherche et conseil agricole est assurée					Synergie et complémentarité entre projets
2.2.1 Nbre de structures de recherche et Conseil Agricole renforcées	0	6			Faiblesse des infrastructures routières pour l'évacuation des produits
Produit 2.3 : Groupements Agri Multiplicateurs des semences et les réseaux des producteurs des semences sont appuyées					Mesures atténuations : synergie avec les projets existants de la
2.3.1 Nbre de groupements reproducteurs et multiplicateurs de semences	0	8		Rapports INERA et Ministère de	
Produit 2.4 : Politique nationale semencière mise en place					
2.4.1 # de Loi semencière adoptée	0	1			



		l'Agriculture	BAD
Produit 2.5 : Conseil National de Semences (CONASEM) et au niveau provincial du Conseil Provincial de Semences (COPROSEM) créés et renforcés	2.5.1 Nbre de Conseils créés		
	a) National	0	1
Produit 2.6 : Plateformes nationales mises en place (unités de transformation des céréales et tubercules)	b) Provincial	0	6
	2.6.1 Nbre de plateformes facilitant les innovations technologiques mises en place	0	6

ACTIVITÉS CLÉS

RESSOURCES



Composante 1 : Développement des filières végétales

- Production des semences améliorées et des technologies de conservation des semences
- Amélioration des itinéraires techniques de production
- Déploiement des technologies de production, transformation, conditionnement et stockage des produits
- Approvisionnement en intrants et outillages agricoles

Composante 1

11,725.95 millions UC

Sources de financement :

BAD (prêt) : 20 millions UC

Composante 2

6,405.51 millions UC

TAAT : 0,720 million UC

GVT/BEN: 1,433 million UC

Composante 3

4,021.70 millions UC

Composante 2 : Appui institutionnel et de la Gouvernance et Renforcement des capacités

- Renforcement du dispositif de multiplication et de transfert des semences améliorées en milieu réel
- Mise en place de Plateformes des entreprises privées semencières
- Renforcement de la capacité des relais communautaires et des agents de santé en nutrition
- Enquête de base sur le statut nutritionnel des enfants de moins de cinq ans
- Sensibilisation à la nutrition à l'hygiène et à la santé/surveillance nutritionnelle
- enquête socio-économique de la situation de référence pour l'ensemble des quatre spéculions considérées

Composante 3 : Coordination, gestion du projet, et suivi-évaluation

- Suivi de l'exécution du projet et de la mise en œuvre du PGES
- Gestion, administrative, comptable et financière du projet
- Acquisition des biens, travaux et services du projet